

Note de Conjoncture du quatrième trimestre 2018

VUE D'ENSEMBLE

F E V R I E R 2 0 1 9

**Révision
des prévisions de
croissance
économique
mondiale en
2018, à 3,7%.**

**Croissance hors
agriculture et
sylviculture de 6,3%
en 2018.**

**Inflation de 0,5% en
2018.**

**Repli de 2,6% de la
compétitivité-prix
de l'économie
sénégalaise, en
2018.**

Révision à la baisse des prévisions initiales de croissance de l'économie mondiale en 2018

Le Fmi a, dans son dernier rapport, revu à la baisse ses prévisions de croissance du Produit intérieur brut (PIB) mondial pour 2018, à 3,7% après 3,8% précédemment. En ce qui concerne l'inflation annuelle dans les pays de l'OCDE, elle est ressortie à 2,6% au quatrième trimestre après 2,9% au trimestre précédent, avec une augmentation de 7,6% des prix de l'énergie. Sur le marché de change, en 2018, l'euro s'est respectivement apprécié face au dollar, au yen et à la livre sterling de 4,6%, 3% et 1%, comparativement à 2017. S'agissant du pétrole, le cours du Brent s'est replié de 10,7% entre les deux derniers trimestres de 2018. Sur l'année 2018, il s'est raffermi de 30,7%, par rapport à 2017, pour s'établir à 71,07 dollars en moyenne.

Consolidation de l'activité économique interne de 9,8% entre les deux derniers trimestres de 2018; croissance hors agriculture et sylviculture de 6,3% en 2018

Au quatrième trimestre 2018, l'évolution de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée par celle de l'Indice Général d'Activité (IGA), fait ressortir un raffermissement de 9,8%, en variation trimestrielle. Sur une base annuelle, des croissances respectives de 8,3% et 6,3% sont notées au quatrième trimestre 2018 et en cumul sur l'année 2018.

L'emploi salarié du secteur moderne s'est consolidé de 8,8%, entre les deux derniers trimestres de 2018, simultanément porté par le secondaire (+11,3%) et le tertiaire (+5,8%). Sur une base annuelle, des créations nettes d'emplois de 7,4% sont enregistrées à fin décembre 2018, également soutenues par les secteurs secondaire (+7,0%) et tertiaire (+7,9%).

Au titre des prix à la consommation, une hausse de 0,3% est enregistrée, en variation trimestrielle, en liaison avec les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,8%) et les services d'enseignement (+2,3%). Comparativement à la même période de 2017, le niveau général des prix a également progressé (+0,6%), tiré par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,4%) et l'enseignement (+2,3%). L'inflation moyenne de l'année 2018 est ressortie à 0,5%.

En conséquence, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 0,8%, en variation trimestrielle, sous l'effet conjugué de la dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux (-0,5%) et du différentiel d'inflation favorable (-0,3%). En glissement annuel, des gains de compétitivité de l'économie nationale évalués à 2,8% sont observés au quatrième trimestre 2018. En revanche, sur l'année 2018, il est noté des pertes de compétitivité de l'économie sénégalaise estimées à 2,6%, comparativement à 2017, en rapport avec l'appréciation du franc CFA (+5,7%).



Hausse des exportations moins importante que celle des importations au quatrième trimestre 2018.

Maîtrise du déficit budgétaire en 2018.

Diminution des actifs extérieurs nets et renforcement de l'encours des créances intérieures.

Hausse des transferts d'argent reçus en 2018, comparativement à 2017.

L'assainissement reste peu accessible aux ménages, surtout en banlieue.

Commerce extérieur : dégradation trimestrielle du déficit

Au quatrième trimestre de 2018, le déficit commercial du Sénégal s'est dégradé de 6,6 milliards, en variation trimestrielle, pour s'établir à 464,9 milliards. Cette situation traduit une hausse des exportations de biens (+60,5 milliards) moins importante que celle des importations (+76,2 milliards). Cependant, le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 3,2 points après s'être situé à 46,4% au troisième trimestre 2018.

Finances publiques : augmentation des ressources

En 2018, l'exécution budgétaire s'est déroulée selon les orientations du programme ISPE en termes de maîtrise du déficit, grâce au renforcement de la mobilisation des ressources internes et à l'exécution satisfaisante des charges. En effet, les ressources et dons mobilisés au cours de l'année 2018 sont évalués à 2415,5 milliards augmentant de 1,6% comparativement à l'année 2017 alors que les dépenses (2902,9 milliards) ont progressé de 6% sur la période. Au total, le solde budgétaire, dons compris, est estimé en déficit de 487,4 milliards contre un déficit de 362,2 milliards en 2017.

Situation monétaire : expansion de la masse monétaire

L'évolution de la situation des institutions de dépôts, appréciée sur la base des estimations à fin novembre, fait ressortir une expansion de 117,2 milliards de la masse monétaire, comparativement à fin septembre 2018. En contrepartie, une diminution de 15,4 milliards des actifs extérieurs nets et un renforcement de 155,6 milliards de l'encours des créances intérieures sont notés sur la période.

Transferts rapides d'argent: hausse des montants reçus en 2018

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 1155,4 milliards en 2018, augmentant de 5% par rapport à l'année précédente. Au quatrième trimestre 2018, les transferts reçus (288,3 milliards) se sont confortés de 15% en glissement annuel contre un repli de 7,7%, en variation trimestrielle. Le rythme de progression, en glissement annuel, des transferts reçus a ainsi accéléré de 19,9 point de pourcentage. trimestre est attendue à seulement 0,3%.



Conjoncture sociale : l'assainissement peu accessible en banlieue

Au plan social, l'enquête auprès des ménages montre que la plupart des ménages de Dakar ont accès à l'eau potable (95,2%) et à l'électricité (96,8%). Par contre, L'assainissement reste un service peu accessible, notamment en banlieue, avec seulement 26,3% des ménages qui en bénéficient. S'agissant de la sécurité alimentaire, la majeure partie des ménages enquêtés (84,1%) assurent trois repas par jour. La proportion de grandes familles qui satisfont deux repas par jour est de 12,3% au quatrième trimestre 2018.

